

► Dans un Resto du Cœur à Paris, en avril dernier. Les bénéficiaires y affluent toujours en nombre.

CRISE

# Cinq solutions pour en finir avec la pauvreté

*Le Covid a déjà fait un million de nouveaux pauvres en France. Il suffirait pourtant de 10 à 15 milliards d'euros par an pour mettre fin à ce fléau*

Par **BAPTISTE LEGRAND** et **BORIS MANENTI**

**M**oment de radio poignant, ce jeudi 19 novembre. Invité sur France-Inter, le président des Restos du Cœur, Patrice Blanc, raconte d'une voix posée comment il a été « bouleversé » en voyant arriver, cette année, « des jeunes avec leur tenue Uber Eats. Ils apportent à manger, mais n'ont pas de quoi manger pour eux ». Modernité de la misère...

Comme ses collègues d'ATD Quart Monde, de la Croix-Rouge, du Secours populaire, du Secours catholique, de la fondation Abbé-Pierre, il voit la vague monter. Elle prend dans certains départements (Seine-Saint-Denis) la forme d'un « tsunami », dit-il, faisant part de son « inquiétude folle » pour 2021. La France a franchi la barre des 10 millions de pauvres pendant la crise du Covid. Un million de personnes ont basculé, rejoignant les 9,1 millions de personnes qui vivaient déjà sous le seuil de pauvreté. Ce sont « principalement des jeunes et des personnes issues des milieux populaires », souligne Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des Inégalités. Plus le temps passe, et plus on se rend compte que l'impact économique de la crise est considérable ». Les besoins des distributions alimentaires ont augmenté de 40 % à 45 % selon la Croix-Rouge, où les bénévoles croisent de plus en plus de chômeurs (+64 %), de travailleurs intérimaires (+63 %), de retraités (+37 %) et d'étudiants (+23 %). Face à cet afflux, les 100 milliards du plan de relance donnent la priorité au soutien des entreprises plutôt qu'à l'aide aux plus fragiles. « Il faut distinguer les mesures réclamées de longue date et les mesures d'urgence pour faire face à



## UN RSA POUR LES JEUNES

« C'est dur d'avoir 20 ans en 2020. » Le constat d'Emmanuel Macron mi-octobre est d'autant plus juste que les mesures à destination des plus jeunes laissent à désirer. Ils paient un lourd tribut, entre les étudiants privés de petits boulots et les diplômés qui peinent à décrocher un premier job ; et surtout, les moins de 25 ans n'ont pas droit au RSA et sont rarement couverts par l'assurance chômage. Si bien qu'en France, un jeune de 18 à 24 ans sur cinq était déjà en situation de pauvreté avant la crise sanitaire. « Les jeunes sont la catégorie la plus touchée, insiste Guillaume Allègre, économiste à l'Observatoire français des Conjonctures économiques (OFCE). La France a fait le choix, sans raison, de discriminer les moins de 25 ans en les excluant du RSA. Si l'Etat considère les Français comme majeurs à 18 ans, il n'y a pas de raison de les exclure des minima sociaux. » Le gouvernement n'a débloqué qu'une aide ponctuelle de 200 euros pour les étudiants et jeunes précaires. Aussi, beaucoup plaident pour la généralisation du RSA dès 18 ans, comme c'est le cas chez la quasi-totalité de nos voisins européens. Le coût ? Si les 800 000 jeunes qui ne sont ni en formation, ni employés, touchent un RSA de 565 euros, cela représenterait une enveloppe d'environ 5,4 milliards d'euros par an (un rapport parlementaire chiffre la mesure à 3,8 milliards et le Trésor à 6,6 milliards). Malheureusement l'exécutif balaise l'option, par refus de « l'assistanat » – tant pis si une étude de l'Insee conclut que l'allocation n'a « pas d'effet désincitatif sur l'emploi ». Autre volet : les étudiants. « Il faut prendre exemple sur les pays nordiques

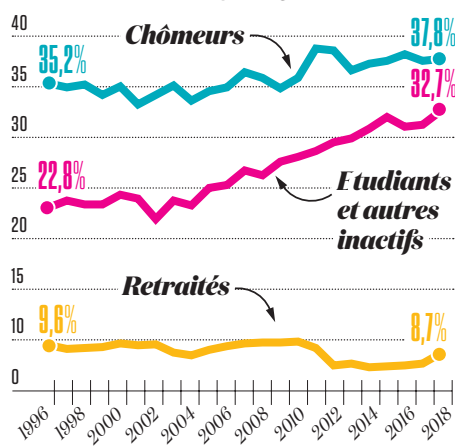
en créant une allocation spécifique », plaide également Guillaume Allègre. Il prône la création d'un « capital formation », sorte de revenu distribué indistinctement à tous les jeunes durant les trois premières années d'études, d'un montant équivalent au RSA. Une mesure chiffrée à 12,4 milliards d'euros, dont il faut déduire les actuelles bourses et avantages fiscaux aux familles. Coût net : 4,3 milliards. Une manière de corriger l'héritage de la précarité : parmi les 10 % les plus modestes, plus de la moitié sont des enfants d'ouvriers ; parmi les 10 % les plus aisés, ils ne sont qu'un sur six, pointe France Stratégie. Dit autrement : les enfants pauvres ont de fortes probabilités de devenir de jeunes adultes pauvres. ➔



la crise, tempère Philippe Martin, président délégué du Conseil d'Analyse économique (CAE). Le gouvernement a surtout mobilisé des aides d'urgence ciblées (augmentation temporaire du RSA, primes en plus des APL, etc.). On peut dire qu'il n'en fait pas assez, mais ces instruments sont les bons, et il peut les réutiliser. » Après le « plan pauvreté » à 1,8 milliard d'euros, Bercy réfléchit à de nouveaux coups de pouce sociaux, tandis que les demandes de RSA ont augmenté de 20 %. Mais Emmanuel Macron a édicté une ligne claire : il ne veut pas d'augmentation durable des aides. « Plus on augmente nos minima sociaux, plus on rend difficile le retour à l'activité », croit le chef de l'Etat. Et tant pis si plusieurs études démontrent le contraire, ou que le nombre de travailleurs pauvres est en augmentation. Face à l'urgence d'une pauvreté qui touche désormais une personne sur six en France, et même un enfant sur cinq, les solutions sont pourtant connues. Elles mobiliseraient selon nos estimations entre 10 à 15 milliards d'euros. En cette période de taux négatifs, et alors que 10 milliards d'euros d'allègements d'impôts sont octroyés de manière pérenne aux entreprises, il est permis de dire que oui, on peut éradiquer la pauvreté !

### LES ÉTUDIANTS DE PLUS EN PLUS PAUVRES

Evolution du taux de pauvreté dans chaque catégorie



SOURCES : INSEE-DGI, ENQUÊTES REVENUS FISCAUX ET SOCIAUX RÉTROPOLÉES DE 1996 À 2004 ; INSEE-DGFIP-CNAF-CNAV-CCMSA, ENQUÊTES REVENUS FISCAUX ET SOCIAUX 2005 À 2018



## 2 DES CRÈCHES POUR LES MÈRES CÉLIBATAIRES

Plus d'une famille monoparentale sur trois vit sous le seuil de pauvreté. Or 85 % d'entre elles ont une femme à leur tête, des mères célibataires qui cumulent isolement et discriminations liées au genre. Ce sont elles, bien plus que les hommes, qui travaillent à temps partiel, souvent en intérim, subissant de plein fouet les effets de l'actuelle récession. Elles exercent majoritairement des professions faiblement rémunérées. Elles endurent les discriminations dans l'évolution de carrière (la rémunération d'une mère de trois enfants travaillant à temps plein est inférieure de 31 % à celle d'un père de trois enfants). Le gouvernement a lancé un dispositif d'aide au recouvrement des pensions impayées, majoré l'allocation de rentrée scolaire et octroyé une prime de 100 euros par enfant de moins de 3 ans aux allocataires du RSA. Il prévoit aussi de passer la cantine à 1 euro pour 40 000 élèves défavorisés en zone rurale et d'offrir le petit déjeuner à l'école pour 200 000 élèves (mais pas tous les jours). Mais « ces mesures ne sont pas à la hauteur de l'enjeu », critique l'association Oxfam. « La pauvreté des mères célibataires est un problème structurel qui nécessite

des réponses ambitieuses », poursuit Pauline Leclère, porte-parole de l'ONG. A commencer par un service public de garde d'enfants. Il manque 350 000 places en crèche pour répondre aux besoins, selon le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge. Le gouvernement a beau avoir promis la création de 30 000 berceaux, on est loin du compte : seulement 1 700 ont été créés en 2018, et 2 600 en 2019, chiffrés chacun à 15 000 euros par an, indique Vincent Mazauric, directeur de la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf). Soit 4,8 milliards d'euros pour les 320 000 places en crèche manquantes. Autre mesure phare : « Allonger le congé paternité, pour que les pères partagent les tâches à la maison », reprend Pauline Leclère, d'Oxfam. C'est un levier puissant car la maternité freine les ascensions de carrière des femmes. » Il est déjà prévu son doublement, dès juillet 2021, à 28 jours, dont 7 obligatoires pour les nouveaux papas – pour un coût prévu de 500 millions d'euros. La Cnaf évalue à 1,2 milliard le montant pour l'allonger à six semaines.

## 3 UN CDI POUR LES CHÔMEURS DE LONGUE DURÉE

L'expérience est si prometteuse qu'elle fait déjà tache d'huile. Les députés ont voté cet automne, à l'unanimité, l'extension du dispositif des Territoires zéro chômeur de longue durée. Le principe : sur un ter-

**“UN CDD, POUR SE RÉINSÉRER, LES GENS N'Y CROIENT MÊME PLUS.”**

MARIE-CHRISTINE VERDIER-JOUCLAS, DÉPUTÉE LREM



◆ Une mère célibataire dans un centre d'aide à la recherche d'emploi.

▲ Atelier de couture dans un « Territoire zéro chômeur de longue durée ». Avec Louis Gallois, président du fonds de ce dispositif.

ritoire donné (comme un quartier populaire ou un canton rural), des chômeurs sont recrutés en CDI par une « entreprise à but d'emploi » (EBE), par exemple pour une activité de maraîchage à fort besoin de main-d'œuvre ou du recyclage de déchets du BTP. « Un CDD, pour se réinsérer, les gens n'y croient même plus, ils ont déjà essayé », reconnaît Marie-Christine Verdier-Jouclas, députée LREM rapporteuse du texte. Mais le CDI, c'est un déclic. C'est la garantie de pouvoir se stabiliser avant, pourquoi pas, d'être embauché dans une entreprise plus classique. » Entamée sous le quinquennat Hollande, l'expérimentation a déjà bénéficié à 1 000 personnes sur 10 territoires, et elle doit être élargie à une soixantaine. Le coût est important – environ 24 000 euros par an et par personne – mais il permet aussi des économies. « Le chômage de longue durée, c'est 18 000 euros par an et par chômeur,





◀ Des bénévoles de l'association La Soupe de Rachida, à Drancy, viennent en aide à des SDF.



◀ Lancement d'une expérience d'apprentissage des seniors au numérique.

on réinjecte cette somme dans la création d'une activité», souligne Laurent Grandguillaume, président de Territoires zéro chômeur.... Le gain est même encore plus grand si l'on ajoute les effets indirects. La privation durable d'emploi coûte 43 milliards d'euros chaque année : manque à gagner d'impôts, cotisations sociales, RSA, perte d'activité pour les commerçants, sans oublier l'impact sanitaire et scolaire. Près d'un million de personnes sont au chômage depuis plus de trois ans.

## 4 UN ABRI POUR LES SDF

Zéro SDF ? C'est possible ! La crise sanitaire a eu pour mérite de prouver qu'on peut mettre à l'abri les sans-abri. En mars, 35 000 places en héberge-

ment se sont ajoutées aux 150 000 existantes. Pour un effort de 400 millions d'euros, en plus des 2 milliards annuels consacrés au logement d'urgence. Emmanuel Macron, qui proclamait peu après son élection qu'il « ne [voulait] plus de femmes et d'hommes dans les rues », pourrait finalement tenir parole... « La crise a montré qu'on peut héberger la quasi-totalité des gens : on doit donc mettre fin à l'engorgement du système, insiste Julien Damon, sociologue et auteur de l'enquête "Inconfinables ?" consacrée aux sans-abri durant le confinement. Les efforts réalisés pour que toutes les personnes à la rue soient logées devraient être maintenus toute l'année ! » Outre l'impératif vital – 500 SDF meurent dans la rue chaque année –, les économies induites seraient considérables : une place en hôtel revient en moyenne à 6 300 euros par an selon la Cour des Comptes, bien moins que les 17 000 euros annuels dépensés par SDF selon l'Assistance publique-Hôpitaux de Marseille. « Un sans-abri coûte cher à la société : il va aux urgences, au centre médico-psychologique, en prison, dans des structures d'hébergement temporaire... », précise Pascal Auquier, professeur de médecine sociale. Le secteur associatif estime le nombre de sans-domicile entre 250 000 et 300 000, la plupart en centre d'hébergement. Toutefois, une partie des SDF refusent d'être pris en charge. Et surtout, « il faut privilégier des solutions plus durables », souligne Christophe Robert, président de la fondation Abbé-Pierre, qui réclame la construction de 150 000 logements sociaux par an et regrette que le budget du logement social et des APL ait été rogné de 3,5 milliards depuis 2017.

## 5 DU NUMÉRIQUE POUR LES RETRAITÉS

Si un tiers des retraités vivait sous le seuil de pauvreté dans les années 1970, la situation s'est nettement améliorée avec la mise en place du minimum vieillesse. Du moins jusqu'à la non-revalorisation des pensions, en 2018. Au-dessus de 64 ans, 1,2 million de personnes sont aujourd'hui en situation de pauvreté. Le gouvernement a bien porté le minimum vieillesse (l'Aspa, Allocation de Solidarité aux Personnes âgées) à 903 euros par mois pour une personne seule (1 402 euros pour un couple) – auxquels peuvent s'ajouter d'autres aides. Mais la revalorisation financière ne fait pas tout, surtout en période de confinement : trois quarts des 552 000 allocataires de l'Aspa sont isolés. « Il y a un lien évident entre grande précarité et isolement chez les plus âgés, insiste Ludovic Leydet, des Petits Frères des Pauvres, à Marseille. La situation s'est dégradée pour les seniors déjà pauvres, et ceux à la frontière ont basculé. » L'association plaide pour une politique numérique plus inclusive, avec un équipement des seniors en matériel informatique (par exemple des tablettes), et surtout une extension des tarifs sociaux internet (23 euros par mois) et mobile (10 euros). ■

### OÙ SE SITUE LE SEUIL DE PAUVRETÉ ?

L'Insee définit le seuil de pauvreté à 60 % du niveau de vie médian, soit 1 063 euros par mois pour une personne seule. En moyenne, une personne pauvre vit avec 855 euros par mois.